

L'ONU EXPOSE SES CRAINTES À PROPOS DE DAESH

Le Maghreb en alerte

L'Afrique du Nord est-elle menacée par les troupes de Daesh ? A travers son secrétaire général, les Nations-Unies font ouvertement part de leurs craintes d'un envahissement des pays voisins avec la Libye où l'organisation terroriste essuie des coups sévères.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - La gravité de la situation a même contraint Ban Ki-moon à établir un rapport confidentiel où il informe l'institution onusienne de la possibilité d'assister au repli des cellules de Daesh dans la région en cas de victoire totale à Syrte. Des extraits de ce rapport publiés par le journal français *Le Monde* révèlent que «les pressions récentes exercées contre le groupe Etat islamique en Libye pourraient inciter ses membres, y compris les combattants étrangers, à se délocaliser et se regrouper en cellules plus petites et plus dispersées géographiquement à travers la Libye et les pays voisins».

Le Secrétaire général de l'ONU fait remarquer que la «défaite de Daesh à Syrte semble à portée de main (...) et que des dizaines de combattants tunisiens ont d'ores et déjà pris le chemin vers leur pays avec l'intention d'y perpétrer des attentats». Selon le rapport confidentiel, la fuite des terroristes de Daesh s'effectue vers le sud, l'ouest de la région et notamment en Tunisie.

La même source indique que les membres de cette organisation établis en Libye sont originaires d'Algérie, d'Egypte, du Maroc, de Tunisie, de Mauritanie et de Libye. Leur nombre global est évalué entre 2 000 et 5 000 individus. «À l'avenir, l'impact des combattants de l'EI éparpillés sur des groupes armés dans le Sud pourrait devenir une source d'inquiétude», conclut le rapport de Ban Ki-moon.

D'autre part, et selon une information rapportée par les médias, on apprend que le directeur du Bureau central des investigations judiciaires (BCIJ) marocain a annoncé que ces services ont répertorié une liste de 1 609 Marocains ayant rejoint récemment l'organisation de Daesh en Syrie, en Irak et dernièrement encore en Libye. Le territoire libyen renferme à lui seul 800 personnes de nationalité marocaine ayant grossi les rangs de l'organisation armée.

Le directeur de BCIJ précise que la menace ne concerne pas uniquement Daesh mais aussi d'autres organisations terroristes actives dans le recrutement et la préparation d'attentats tels qu'El-Qaïda ou El-Mourabitoune. Ces informations, d'une importance capitale, éclairent

d'avantage sur les récentes alertes lancées par les autorités algériennes au sujet du transit des ressortissants marocains sur le territoire algérien.

L'ambassadeur du Maroc avait même été appelé et informé par de hautes personnalités du ministère algérien des Affaires étrangères. Selon de récentes informations, les services algériens chargés de surveiller le transit des étrangers ont été instruits de refouler systématiquement tous les Marocains en situation irrégulière.

Les répercussions de la situation qui prévaut en Libye concernent cependant tous les pays de la région. Difficile de ne pas remarquer que le rapport de Ban Ki-moon a cité à plusieurs reprises la menace qui pèse sur la Tunisie en raison de sa proximité territoriale avec la Libye. Ce pays est en proie à une profonde déstabilisation induite par une série d'attentats signés par Daesh.



La vigilance est au maximum aux frontières.

Le coup le plus spectaculaire s'est déroulé il y a quelques mois de cela à Ben Guerdane, une ville située à 25 km de la frontière libyenne où des groupes de Daesh ont attaqué une caserne faisant plusieurs morts et blessés. Le plus grave est que les assaillants ont carrément tenté d'occuper la ville en tenant un discours destiné à acquiescer le soutien de la population. Sans une réaction immédiate des militaires tunisiens, la stratégie de Daesh aurait peut-être donné ses fruits...

L'Algérie n'est naturellement pas en reste. Les frontières bénéficient d'un dispositif sécuritaire exceptionnel mis en place depuis de très longs mois pour parer à toute éventualité d'infiltration. On se souvient que la vigilance avait atteint son maximum suite aux informations annonçant un possible bombardement des bases de Daesh par les forces occidentales et américaines.

Les autorités algériennes craignent par-dessus tout la présence d'éléments terroristes parmi le flux de réfugiés envisagé. Il faut

cependant rappeler que les pays limitrophes avec la Libye, et en particulier l'Algérie, avaient désapprouvé une intervention de ce genre axant leurs efforts sur une sortie de crise politique. Tout le processus a réussi à recentrer quelque peu le conflit entre Libyens et c'est dans ce cadre qu'a été déclenchée la vaste opération contre le bastion de Daesh à Syrte.

Depuis 2015, la ville en question s'est transformée en véritable fief de cette organisation mais l'opération lancée par les forces gouvernementales a d'ores et déjà permis la récupération d'une bonne partie de la cité. Les troupes de Daesh sont entièrement encerclées par les militaires affiliés au gouvernement d'Union nationale et possèdent très peu de moyens de résister à la pression permanente des bombardements. L'avancée spectaculaire des forces gouvernementales laisse à présent penser que la victoire finale n'est pas loin. Syrte pourra à nouveau respirer un air libre.

La menace se transpose sur la région.

A. C.

ELLE Y VOIT UNE MENACE SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Hanoune dénonce le projet de loi portant démocratie participative

La secrétaire générale du Parti des travailleurs dénonce énergiquement le projet de loi portant démocratie participative en ce qu'elle constitue comme danger de dissolution des collectivités locales.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune qui s'exprimait, à Zéralda à l'occasion d'une réunion de la commission des élus du parti, en ce que l'association, à la prise de décision au niveau local des divers comités et associations de quartiers, de syndicats et autres entités associatives, constitue pour le pouvoir en place une manière détournée de gérer l'austérité au vu du manque de ressources qui commence à se faire ressentir. Un concept qui constitue la politique d'austérité de la Banque mondiale, déjà usité dans pas mal de pays ayant plongé dans la spirale de l'endettement comme le Brésil, mais aussi dans une municipalité de la banlieue parisienne.

Aussi, la patronne du PT n'a-t-elle pas cité, dans ce sillage, le projet de réforme de l'Etat retiré par le président de la République pour les multiples dangers qu'il représente, comme destruction du pays, privatisations tout azimut et intercommunalité forcée. Et à Hanoune de s'interroger sur la dernière sortie du ministre de l'Intérieur et

des Collectivités locales portant désistement de l'Etat à l'endroit des communes, invitées, de ce fait, à se débrouiller pour se procurer leurs sources de financement, en recourant, par exemple, à la location, voire à la vente de leurs biens au prix réel. Ce qui voudra dire que la majorité des administrés ne pourra pas bénéficier des bienfaits de ces structures et autres services (crèches, salles des fêtes, entretien des écoles primaires, collecte des ordures ménagères,...).

La secrétaire générale du PT parlera dans ce sens, du gel de pas moins de 5 000 PCD (Plans communs de développement), déjà que les deux tiers des communes du pays sont déficitaires et ne sont pas aptes à payer leurs fonctionnaires estimés à 500 000 et qu'elles souffrent de disparités énormes.

Autant de mesures relevant d'une option d'austérité brutale qui vont à contrario des promesses et des engagements du président de la République portant développement local. «Ce sont des décisions qui consacreront inévitablement le sous-développement et qui constituent un danger de plus pour les élus locaux, ainsi appelés à gérer la colère, la misère et les privations de leurs électeurs», dira Hanoune. Un état de fait que ledit projet de loi portant démocratie participative «légalisera de fait», ajoutera-t-elle.

La secrétaire générale du PT s'interrogera à juste titre, et une fois de plus, sur la paternité de la décision politique dans le pays, au vu de ces attaques répétées contre les acquis sociaux et les espaces démocratiques chèrement engrangés. Et d'avertir qui de droit : «Attention, ne jouez pas avec le feu, au risque de voir le pays faire un saut dans l'inconnu.»

Hanoune relèvera les contradictions entre les membres du gouvernement, citant le nouveau ministre des Finances qui exclut tout recours à l'endettement extérieur, au moment où des collègues à lui et d'autres responsables de l'Etat ne cessent de faire l'éloge de cette option consacrée, par ailleurs, dans la loi de finances complémentaire de l'année dernière et le tout nouveau code des investissements adopté au début de cette semaine au Conseil de la nation.

Un recours qui constitue, aux yeux de la secrétaire générale du PT, une solution de facilité, puisqu'il aurait été loisible au gouvernement de recouvrer totalement les impôts impayés estimés à 100 milliards de dollars, à ajouter aux 75 milliards de dollars d'évasion fiscale et des 5 milliards de dollars prêtés au FMI. De quoi assurer au pays un budget consistant, trois années durant.

M. K.

PROJETS DE LOI ÉLECTORALE ET ORGANISATION DU SÉNAT ET PARLEMENT

Les sénateurs donnent leur quitus

Comme une lettre à la poste, les 131 sénateurs (90 présents et 41 procurations) ont approuvé à l'unanimité les trois projets de loi organique présentés et défendus par le département de l'organique. En tout, la séance plénière de la Chambre haute, qui s'est tenue hier et qui a duré une heure, a permis aux parlementaires de valider les projets en question à quarante-huit heures avant la clôture de la session du printemps.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Malgré la dizaine de réserves exprimées par la commission juridique du Sénat, le texte de loi organique portant le régime électoral a été approuvé à l'unanimité par les parlementaires de la Chambre haute. Idem pour les deux autres textes, en l'occurrence le texte régissant le fonctionnement du Parlement avec ses deux Chambres et celle

relative aux dispositions garantissant l'intégrité et la transparence des opérations de vote et la création d'une haute Instance indépendante, chargée de la surveillance des élections.

Lors de son intervention devant les sénateurs, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Nouredine Bedoui a déclaré que ces textes visaient «l'adaptation des nouvelles avec les

dispositions contenues dans la Constitution amendée en février dernier qui a couronné le processus de réformes approuvées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika».

Selon la même source, «les nouvelles réformes contenues dans la Constitution amendée ont induit la révision des dispositions de la loi organique relative au régime électoral en vigueur à travers l'introduction de dispositions garantissant l'intégrité et la transparence des opérations de vote et la création d'une haute Instance indépendante chargée de la surveillance des élections dans toutes ses étapes». En effet, la loi relative au régime électoral qui se décline en 225 articles a pour objec-

tif «l'organisation des élections électorales à travers la révision de la loi organique de 2012 relative au régime électoral».

Ledit projet de loi organique qui intervient dans ce sens pour préserver «les acquis démocratiques de la loi en vigueur, permet ainsi aux représentants des candidats d'exercer leur droit de contrôle des opérations de vote à toutes les étapes et d'enregistrer leurs contestations et recours dans les procès-verbaux de dépouillement au niveau des bureaux de vote».

Les nouvelles dispositions garantiront «la mise à disposition des listes électorales au profit des candidats et des représentants des partis politiques participant aux élections

et des électeurs, ainsi qu'à toutes parties concernées par les opérations électorales conformément à l'article 193 de la Constitution».

Les nouvelles dispositions portent également sur l'allègement des procédures relatives à la candidature aux élections locales et législatives en instaurant le principe de déclaration sans exiger aucun dossier, à l'exception de la justification de la situation envers le service national ou la présentation du programme électoral pour les candidats indépendants. En effet, il n'est demandé aux candidats que de présenter un formulaire dont le contenu fait l'objet d'une vérification par les institutions concernées».

A. B.